

# NOTRE PROTECTION EST VENDUE À DES FINS LUCRATIVES

**470 groups** exhortent l'UE à ne pas affaiblir  
les règles qui protègent les personnes et l'environnement

## L'UE AFFAIBLIT LES RÈGLES QUI PROTÈGENT LES PEUPLES ET L'ENVIRONNEMENT

***Nous, 470 membres de la société civile, de syndicats et de coalitions d'intérêt général déclarons à la Présidente von der Leyen, aux Commissaires européens et aux États membres de l'UE que nos droits, notre planète, notre santé et notre justice ne sont pas à vendre.***

L'UE risque un nouveau nivellement vers le bas. Sous la présidence d'Ursula von der Leyen, la Commission européenne prévoit une vague sans précédent de coupes drastiques dans les réglementations qui protègent les droits du travail et les droits sociaux, les droits humains, les droits numériques et de l'environnement. La Commission et les États membres de l'UE pourraient passer les quatre prochaines années à démanteler les règles applicables aux entreprises opérant dans l'UE.

Les règles conçues pour garantir une vie équitable, juste et saine étaient déjà mal appliquées. Depuis la précédente élection, et malgré nos avertissements clairs et répétés, elles sont supprimées, affaiblies ou vidées de leur sens à un rythme inédit.

Neuf mois après le début de son mandat, il est clair que le nouvel « effort de simplification sans précédent » de la Commission signifie en réalité « déréglementation ». Le cadre qui nous protège tous contre les excès de la cupidité des entreprises, qui garantit que nous pouvons respirer un air de qualité et mettre des repas sains sur la table familiale sont sur la sellette. Les règles qui garantissent que nous pouvons travailler dans des conditions équitables et sûres, protéger la nature, lutter contre la discrimination,

combattre la corruption, contracter des produits financiers équitables et sûrs, et empêcher les entreprises de violer notre vie privée numérique – pour notre sécurité actuelle et à venir – sont en voie d'être supprimées.

L'affirmation de la Commission d'une supposée suppression des « formalités administratives superflues » n'est pas étayée. Elle prétend que faire confiance aux entreprises à agir de manière vertueuse rendra l'Union plus « compétitive » et que la suppression des règles contraignantes est nécessaire pour stimuler « l'innovation » des entreprises européennes. Mais de nombreux événements tragiques de l'histoire de l'UE racontent une autre histoire, notamment la crise financière ou encore le Dieselgate.

Les règles de l'UE sont tout simplement supprimées afin que les actionnaires puissent continuer à exploiter les personnes et la planète avec encore moins de limites. Notre avenir est ainsi bradé sur l'autel du profit, et notre confiance dans la démocratie s'érode.

De nouvelles mesures donnent aux entreprises une place à la table des législateur de l'UE<sup>1</sup>, alors que ceux qui agissent pour l'intérêt général en sont exclus. Ces méthodes défaillantes privilégient encore

<sup>1</sup> Mesures telles que les « dialogues de mise en œuvre », les « consultations ciblées » et les « vérifications de la réalité

davantage l'accès des entreprises aux cercles de décision.

Pendant ce temps, les organisations de la société civile représentant les intérêts sociétaux risquent d'être marginalisées. Si la situation n'était pas assez graves, les agences et organismes chargés de l'application de la loi sont paralysés par des politiques d'austérité qui réduisent leurs budgets et leur personnel.

La Commission et le Conseil des États membres de l'UE attaquent nos protections presque quotidiennement. Plusieurs mesures d'importance ont été adoptées à la hâte sans que la Commission ne remplisse son devoir de produire les études d'impact pourtant essentielles. Cette situation est aggravée par le recours à la « procédure d'urgence », qui ne laisse aucune place à un débat démocratique au sein du Parlement européen.

Les principes directeurs d'élaboration des règles sont essentiels à la démocratie européenne. En prenant des raccourcis, la Commission empêche tout débat contradictoire et rouvre des législations qui sont le fruit d'un processus démocratique et donc d'un compromis entre les forces politiques de l'UE.

Ce vent violent de déréglementations risque de renforcer l'extrême droite et les forces antidémocratiques, de favoriser la corruption, d'accroître les inégalités, de ralentir les mesures climatiques et la protection de l'environnement qui sont urgentes, de priver les communautés et les travailleurs de protections et de services essentiels. Le programme de « simplification » est déjà allé trop loin :

- **La responsabilité des entreprises et la justice sont plus éloignées que jamais** : la Commission et le Conseil proposent de considérablement affaiblir la **Directive sur le devoir de diligence en matière de durabilité des entreprises (CS3D)**, et par conséquent l'action climatique, la protection de l'environnement et les obligations en matière de droits humains dans les chaînes d'approvisionnement. La transparence quant aux efforts des entreprises en matière de durabilité est sur le point d'être réduite à néant par la réduction significative du champ d'application des entreprises déclarantes dans la **directive sur le reporting extra-financier et la taxonomie de l'UE (CSRD)**.
- **Nos habitats et notre biodiversité risquent de perdre des protections essentielles, tandis que les produits chimiques menacent la santé publique** : la Commission a proposé de supprimer les obligations environnementales de sa **politique agricole commune**, y compris les mesures de protection des zones humides

et des tourbières. Les lois européennes sur les produits chimiques dans les cosmétiques et les règles d'étiquetage des produits chimiques dangereux sont menacées, tandis que des signes inquiétants indiquent que la proposition d'interdiction totale des « polluants éternels » (PFAS) sera affaiblie.

- **La pression sur les pollueurs est allégée** : les retards dans les plans de transformation obligatoires visant à rendre les sites industriels polluants plus propres, plus circulaires et plus respectueux du climat compromettent la transparence publique et la responsabilité des entreprises dans la transformation industrielle.
- **Des objectifs climatiques affaiblis servent les intérêts des entreprises au détriment des besoins de la planète** : la Commission européenne, avec le soutien massif des États membres de l'UE, a proposé un objectif de réduction des émissions de 90 % d'ici 2040 par rapport à 199
- Cette proposition comprend des items qui introduisent des possibles inflexions et pourrait affaiblir l'architecture politique de la directive sur le climat. L'introduction de crédits internationaux dans les objectifs climatiques de l'UE affaiblirait le niveau d'ambition de l'UE par rapport à un objectif purement national, qui est déjà en retard par rapport à sa juste part mondiale.
- **Une décennie de progrès en matière de droits numériques pourrait être réduite à néant** : la réouverture du pilier central du règlement numérique de l'UE, le Règlement général sur la protection des données (RGPD), signifie que les données sensibles des citoyens pourraient être traitées sans protection. De nouvelles attaques contre les règles fondées sur les droits, telles que la loi sur l'IA et le paquet numérique prévu, pourraient compromettre les règles qui protègent nos vies numériques contre les préjudices causés par l'IA et la surveillance exercée par les acteurs étatiques ou privés.
- **Une course vers le bas pour les travailleurs** : des réductions des droits et des protections sociaux se profilent, car la proposition envisagée pour un « 28e régime » offrirait aux entreprises un ensemble de règles européennes plus souples. Cela ouvre la voie au contournement des législations nationales du travail et des droits syndicaux.
- **Plus de pauvreté** : la Commission vise à réorienter les fonds de lutte contre la pauvreté vers le soutien aux entreprises et aux industries, notamment dans les domaines de la technologie et de la défense.

• **La voie vers une société juste et équitable s'érode sous nos yeux** : la tentative de retrait de la directive horizontale anti-discrimination montre clairement que les personnes et les droits ne sont pas une priorité pour la Commission européenne (même si, selon certaines informations, la Commission aurait heureusement reconsidéré sa position sous la pression de la société civile et du monde politique).

• Le seul domaine où de nouvelles règles sont mises en place concerne la répression et la surveillance des communautés marginalisées, dans un contexte d'augmentation des dépenses, de législation et de politiques axées sur la criminalisation, la surveillance et la militarisation.

• **Les réformes financières sont annulées, ouvrant la voie à une nouvelle crise** : des retards et de nombreuses exceptions sont introduits dans les **règles prudentielles relatives aux fonds propres** des banques, convenues au niveau international après la crise financière mondiale de 2007-2009. Ces règles visent à garantir que les banques gèrent leurs risques

avec des réserves suffisantes pour amortir les pertes. Parallèlement, les mesures destinées à soutenir les pratiques financières durables pourraient être supprimées.

Avec ces mesures – qui ne sont qu'une petite sélection parmi les nombreuses propositions, initiatives et stratégies de déréglementation –, la Commission prétend rendre l'Europe plus favorable aux entreprises et plus compétitive au niveau international. Ce faisant, elle crée un monde toxique et moins égalitaire pour les travailleurs, les familles et les communautés vulnérables, ainsi que des conditions de concurrence inégales pour les entreprises qui souhaitent exercer leurs activités de manière responsable. À long terme, l'idée fautive selon laquelle il est trop coûteux de protéger les personnes et l'environnement aujourd'hui aura un coût irréversible sur notre santé, notre sécurité, nos droits, notre égalité et nos libertés demain.

Au lieu d'une déréglementation, nous appelons les législateurs européens et nationaux à protéger et à promouvoir les droits consacrés dans la Charte de l'UE et le droit international relatif aux droits humains :

1. Adopter des lois pour renforcer la protection des régimes sociaux, des travailleurs, des consommateurs, de la lutte contre la discrimination, de la justice, de la justice climatique et environnementale, de la vie privée et de la protection des données, et contre les produits chimiques toxiques ;
2. Exiger plus de transparence et de responsabilité de la part des entreprises, et faciliter l'accès à la justice pour les personnes lésées ;
3. Assumer la responsabilité de l'impact négatif des activités de l'UE sur d'autres régions et communautés, telles que l'exploitation minière, les objectifs climatiques insuffisants et les produits chimiques toxiques ;
4. Permettre la promulgation et l'application des lois protégeant les droits, la justice et les intérêts publics en fournissant davantage de ressources aux autorités chargées de leur application et en apportant conseils et soutien pour la mise en œuvre des règles numériques ;
5. Renforcer la protection des organisations de la société civile, des ONG, des syndicats, des défenseurs des droits humains, des journalistes et des militants ;
6. Garantir que la société civile, les syndicats, les communautés touchées et les autres acteurs représentatifs de l'intérêt public soient consultés, inclus et respectés de manière significative dans le processus législatif européen et national.

À une époque marquée par des inégalités extrêmes, notamment en matière de répartition des richesses, d'exclusion sociale et financière, de destruction du climat, de recul démocratique, de capitalisme, de surveillance, d'exploitation des travailleurs, de préjudices structurels profondément enracinés, de discrimination et de violations généralisées des droits humains, nous appelons à davantage de protections, et non à leur amoindrissement !

Signatures<sup>2</sup>

---

2 Tous les signataires ne travaillent pas de manière approfondie sur l'ensemble des sujets évoqués. La signature de cette lettre ne signifie pas que toutes ces organisations partagent les mêmes priorités.



**Climate Action Network Europe (CAN Europe)**  
**Corporate Europe Observatory (CEO)**  
**European Digital Rights (EDRI)**  
**European Environmental Bureau (EEB)**  
**European Public Services Union (EPSU)**  
**Friends of the Earth Europe (FoEE)**  
**Global 2000**

**UE**

#DiasporaVote!  
 Access Now  
 ACT Alliance EU  
 Animal Advocacy & Food Transition  
 Biofuelwatch  
 CAN Europe  
 CEE Bankwacth  
 ChemSec  
 ClientEarth  
 Compassion in World Farming  
 CONCORD  
 Cool Heating Coalition  
 Counter Balance  
 Defend Democracy  
 Earth Thrive  
 Earthsight  
 ECOngOOD  
 EFFAT — the European Federation of Food, Agriculture, and Tourism Trade Unions.  
 Emmaus Europe  
 End FGM EU  
 Environmental Justice Foundation  
 Equinox Initiative for Racial Justice  
 EU-LAT Network  
 European Alcohol Policy Alliance (Eurocare)  
 European Center for Not-for-Profit Law  
 European Civic Forum  
 European Coalition for Corporate Justice  
 European Digital Rights (EDRI)  
 European Disability Forum  
 European Grandparents for Climate - Europäische Großeltern für das Klima  
 European Heart Network  
 European Network Against Arms Trade  
 European Network of Scientists for Social and Environmental Responsibility (ENSSER)  
 European Public Health Alliance

European Trade Justice Coalition  
 European Transport Workers' Federation (ETF)  
 European Youth Forum  
 Fern  
 foodwatch International  
 Fossil Free Politics  
 Friends of the Earth Europe  
 Global Witness  
 Greenpeace European Unit  
 IFOAM Organics Europe  
 ILGA-Europe  
 JEF Europe  
 Just Shift  
 Partnership for Policy Integrity  
 People vs Big Tech  
 Pesticide Action Network (PAN) Europe  
 Plastic Change  
 Red europea Oficina Internacional de Derechos Humanos Acción Colombia (OIDHACO)  
 Red Europea OIDHACO (Oficina Internacional Derechos Humanos Acción Colombia)  
 REScoop.eu  
 SAFE - Safe Food Advocacy Europe  
 SHARE Foundation  
 Slow Food  
 Stewardship  
 Surfrider Foundation Europe  
 The European Institute for Animal Law & Policy  
 Union Syndicale Fédérale Service public européen et international  
 WeMove Europe  
 Wetlands International Europe  
 Zero Waste Europe

**INTERNATIONAL**

350.org  
 ActionAid  
 Balanced Economy Project  
 Business & Human Rights Resource Centre  
 Center for International Environmental Law (CIEL)  
 Clean Clothes Campaign / Schone Kleren Campagne  
 Climate+Tech AI Think-tank for Resilience  
 Ekō  
 EKOenergy ecolabel  
 Environmental Investigation Agency  
 Fair Finance International

International Federation for Human Rights  
Mondiaal FNV  
Naturfreunde Internationale  
Oil Change International  
Oxfam  
Public Services International  
Rainforest Alliance  
Stichting Solidaridad  
Transnational Institute  
WECF International  
Women Engage for a Common Future (WECF)

## **RESTE DU MONDE**

Action pour la Justice Environnementale AJE (Senegal)  
Alliance pour les droits des femmes mauritaniennes ADFM (Mauritanie)  
ALTSEAN-Burma (Myanmar)  
ARRCC (Australian Religious Response to Climate Change) (Oceania)  
Association Marocaine des Droits Humains (Morocco)  
Association Mauritanienne des droits de l'Homme (Mauritanie)  
ASSOCIATION SUSTAINABLE DEVELOPMENT INKINGI (Uganda)  
California Nature Friends (USA)  
Centro de Investigación y Promoción de los Derechos Humanos (CIPRODEH) (Honduras)  
Centro de Políticas Públicas y Derechos Humanos (Perú EQUIDAD) (Peru)  
Centro Hondureño de Promoción Para El Desarrollo Comunitario (Honduras)  
DERECHO, AMBIENTE Y RECURSOS NATURALES-DAR (Peru)  
Derechos Humanos y Medio Ambiente - DHUMA (Peru)  
Forest Watch Indonesia (Indonesia)  
Global Justice Ecology Project (USA)  
Institute for Research and Advocacy / Lingkaran Advokasi & Riset (Link-AR Borneo) (Indonesia)  
ITEKA INITIATIVE (Uganda)  
Lebanese Center for human Rights (Lebanon)  
Les Mêmes Droits pour Tous (Guinea)  
Ligue Burundaise des droits de l'homme Iteka (Burundi)  
OpenMedia (Canada)  
Red de Acción por los Derechos Ambientales (Chile)  
Réseau des Défenseurs des Droits Humains en Afrique Centrale (REDHAC) (Cameroun)  
Snow Alliance (China)  
Taiwan Association for Human Rights (TAHR) (Taiwan)  
The Electronic Privacy Information Center (EPIC) (USA)  
Vietnam Committee on Human Rights (Vietnam)

## **ALBANIE**

Albanian Human Rights Group

Environmental center for Development Education and Networking (EDEN)  
Trade Union Federation of Building, Wood and Public Services of Albania, TUBWPSA  
TUFDCWA

## **ALLEMAGNE**

Aktionsgemeinschaft Solidarische Welt (ASW) e.V.  
AlgorithmWatch  
Association of Ethical Shareholders Germany  
bend not break  
Breaking the Ice  
Bund für Umwelt- und Naturschutz (BUND) e.V.  
BUNDjugend  
Bündnis für eine enkeltaugliche Landwirtschaft e.V.  
Coordination gegen BAYER-Gefahren  
CorA-Netzwerk für Unternehmensverantwortung  
D64 - Zentrum für Digitalen Fortschritt  
Democracy International e.V.  
Deutscher Imkerbund  
Deutscher Naturschutzring e.V.  
Die Bürokratiemonster  
Digitale Gesellschaft  
FIAN Deutschland e.V.  
Finanzwende  
Forum Ökologie & Papier  
Foundation on Future Farming / Zukunftsstiftung Landwirtschaft  
Global Policy Forum Europe  
Goliathwatch  
Health and Environment Justice Support (HEJSupport)  
Informationsstelle Peru e.V.  
Initiative Lieferkettengesetz  
Kampagne für Saubere Kleidung / Clean Clothes Campaign Germany  
Kulturland-Genossenschaft  
LobbyControl  
NaturFreunde Deutschlands e.V.  
Neuer Imkerbund e.V.  
PowerShift e.V.  
Shifting Advocacy  
Unverpackt e.V. - Verband der Unverpacktläden  
ver.di  
World Economy, Ecology and Development

## **ARMÉNIE**

Health Workers Trade Organization of Armenia  
HWUA  
Union of State, Local Government and Public Service Employees of Armenia - USLGPSEA

Autriche  
AK EUROPA  
Anders Handeln Austria  
ARCHE NOAH  
ARGE (Arbeitsgemeinschaft) Weltläden Österreich  
Attac Austria  
Austrian Alliance for Climate Justice  
Austrian Trade Union Federation  
Co-ordination Office of the Austrian Bishops' Conference for International Development and Mission (K00)  
Degrowth Vienna  
EU-Umweltbüro  
fair sorgen!  
NeSoVe  
ÖBV - Via Campesina Austria  
ÖKOBÜRO - Alliance of the Austrian Environmental Movement  
Protect Our Winters Austria  
Südwind, Austria  
transform! Europe  
Umweltdachverband  
Volkshilfe Österreich  
younion \_ Die Daseinsgewerkschaft

## **BELGIQUE**

11.11.11  
ACV Puls  
ACV-CSC Belgium  
Alliance Nationale des Mutualités Chrétiennes - Landsbond der christelijke mutualiteiten  
BeeLife European Beekeeping Coordination  
Biodynamic Federation Demeter International  
BOS+  
Broederlijk Delen  
Carbon Market Watch  
Centre tricontinental - CETRI  
CNCD-11.11.11  
De Landgenoten  
Entraide & Fraternité  
Eurogroup for Animals  
European Federation of Building and Woodworkers (EFBWW)  
FIAN Belgium  
Finance Watch  
Fonds pour la Chirurgie Cardiaque  
Food & Water Action Europe  
FOS  
Grands-Parents pour le Climat  
Grootouders voor het Klimaat: Grandparents for Climate  
Humundi  
Jesuit European Social Centre (JESC)

Les Amis de la Terre - Belgique asbl  
Oxfam Belgie/Belgizue  
Rise for Climate Belgium  
Rise For Climate Belgium  
ShareAction  
Solidair met Guatemala  
SOLIDAR  
Univers santé ASBL  
Voedsel Anders Vlaanderen  
Vredesactie  
vzw Climaxi  
WSM - We Social Movements

## **BULGARIE**

AGROLINK Association  
Environmental Association Za Zemiata, FoE Bulgaria  
National federation Culture Podkrepa  
Trade Union Federation of the Employees in the Ministry of Interior (TUFEMI)

## **CROATIE**

ACT Grupa  
Association Shift/Pomak  
Association «Tatavaka»  
Association BIOM  
Association for Nature, Environment and Sustainable Development Sunce  
Association Hyla  
Association Žmergo  
Centre for Civil Initiatives Porec  
Centre for Peace Studies  
Centre for Peace, Nonviolence and Human Rights - Osijek  
Community Foundation Slagolica  
Croatian Platform for International Citizen Solidarity (CROSOL)  
Croatian Youth Network  
DEŠA Dubrovnik  
Documenta-Center for Dealing with the Past  
Domino  
Dugine obitelji  
Eco Hvar  
Forum for Freedom in Education  
Gong  
kolektIRV | For the rights of trans, intersex, and gender variant persons  
Life Quality Improvement Organisation FLIGHT  
Politiscope  
Rehabilitation Centre for Stress and Trauma  
Roditelji u akciji - Roda (Parents in Action)  
Terra Hub  
Udruga Zelena Istra

Zagreb Pride  
Zelena akcija, Friends of the Earth Croatia

## **CHYPRE**

Friends of the Earth Cyprus

## **DANEMARK**

Bedsteforældrenes KlimaAktion - Danmark  
Global Aktion - People and Planet before profit  
NOAH - Friends of the Earth Denmark

## **ESPAGNE**

Algorights  
Asociación Manuel Azaña  
Associació Internacional d'Enginyeria Sense Fronteres  
ASSOCIACIO RAUXA  
Associació SUDS  
ATAEC. Arts, Cultures & Climates glocal association  
ATTAC España  
CGT - Confederación General del Trabajo  
CICrA Justicia Ambiental  
Confederación Intersindical  
Ecologistas en Acción  
ELA  
Entrepueblos Entrepobles Entrepobos Herriarte  
FSS-CCOO  
Fundación Ecología y Desarrollo-ECODES  
Fundación Salud y Comunidad (Health and Community Fundation)  
Hogar sin Tóxicos  
International Association for Engineering Without Borders  
IZQUIERDA UNIDA  
JUSTICIA ALIMENTARIA  
La Coordinadora de Organizaciones para el Desarrollo  
Lafede - Justicia Global  
Lurgatz Talde Feminista  
Observatori del Deute en la Globalització  
Observatori DESCA  
Permacultura ATTA  
Reds - Red de solidaridad para la transformación social  
Sare Antifaxista  
UGT SERVICIOS PUBLICOS

## **ESTONIE**

Association of Estonian Energetics Workers' Trane Unions  
Estonian Green Movement

## **FINLANDE**

Attac Finland  
Climate Grandparents Finland

CRASH - Coalition for Research and Action for Social Justice and Human Dignity

Fingo - Finnish development NGOs  
Finnish Association for Nature Conservation  
Finnish League for Human Rights  
International Solidarity Foundation  
Pro Ethical Trade Finland, Eetti  
The Finnish Union of Practical Nurses  
Trade Union for the Public and Welfare Sectors JHL

## **FRANCE**

Adéquations  
Amis de la Terre France  
Association Addictions France  
ATTAC France  
AVICENN @VeilleNanos  
Canopée  
Cgt santé action sociale CGT  
Collectif Ethique sur l'Etiquette  
fédération CFDT Santé-Sociaux  
Fédération Française des Apiculteurs Professionnels  
Fédération Interco CFDT  
Federation SEPANSO Aquitaine  
France Nature Environnement  
Generations Futures  
GIET (groupe international d'études transdisciplinaires)  
Global Health Advocates  
LDH (Ligue des droits de l'Homme)  
No plastic in my sea  
Notre Affaire à Tous  
OGM dangers  
Quê Me: Vietnam Committee on Human Rights (VCHR)  
Reclaim Finance  
Réseau Action Climat  
réseau Cler  
ritimo  
Sciences Citoyennes  
Sherpa  
SNICS-FSU Syndicat National des Infirmières conseillères de Santé -FSU  
Syndicat national d'apiculture  
Union Nationale de l'Apiculture Française  
Zero Waste France

## **GÉORGIE**

Georgian Health Promotion and Education Foundation

## **GRÈCE**

ENA Institute for Alternative Policies

## ECOCITY

Electra Energy  
European Economists for an Alternative Economic Policy in Europe  
EuroMemo Group  
Homo Digitalis  
Naturefriends Greece

## HONGRIE

Clean Air Action Group  
EVDSZ  
Nagy Tavak és Vizes Élőhelyek Szövetsége (Great Lakes and Wetlands Association)  
National Society of Conservationists - Friends of the Earth Hungary  
Szakszervezetek Együttműködési Fóruma (SZEF)

## IRLANDE

Energy Services Union  
Fórsa  
Friends of the Earth Ireland  
Karan O Loughlin  
SIPTU  
Trócaire  
Zero Waste Alliance Ireland

## ITALIE

Attac Italia  
FAIR  
Fairwatch  
FLAEI - Cisl  
Forum Disuguaglianze e Diversità (Forum DD) <https://www.forumdisuguaglianzediversita.org/our-project/>  
FP CGIL  
Hermes Center  
ISDE, International Society of Doctors for Environment Italy  
LEGAMBIENTE  
ReCommon  
UIL PA (Unione Italiana dei Lavoratori Pubblica Amministrazione)  
Union Syndicale Federale Ispra  
WeWorld

## LETTONIE

Green Liberty  
Latvian Fund for Nature (LDF)

## LITUANIE

LAW ENFORCEMENT OFFICERS' FEDERATION OF LITHUANIA  
Lithuanian Industry Trade Union Federation  
VšĮ «Žiedinė ekonomika»

## LUXEMBOURG

Action Solidarité Tiers Monde (ASTM)  
ASTI asbl  
Initiative pour un devoir de vigilance Luxembourg  
Mouvement Ecologique  
OGBL

## MALTE

Friends of the Earth Malta  
General Workers' Union

## MOLDAVIE

Ecodigital NGO  
ECO-TIRAS International Association of River Keepers

## MACÉDOINE DU NORD

Independent Trade Union of workers from energy and economy from Macedonia-SSESM

## NORVÈGE

AVYO Vocational Union for Work and Welfare employees  
Naturvernforbundet  
Norwegian Nurses Organisation  
The Norwegian Grandparents' Climate Campaign, District of Agder

## PAYS-BAS

75inQ  
Bits of Freedom  
Comité Schone Lucht  
Dutch Institute of Alcohol Policy STAP  
FNV Overheid  
Foodrise  
Grootouders voor het Klimaat  
Handel Anders!  
Leefmilieu  
Milieudéfensie - Friends of the Earth Netherlands  
Plastic Soup Foundation  
Simavi  
Stichting Demeter  
Voedsel Anders NL  
WO=MEN Dutch Gender Platform  
Working group Foodjustice

## POLOGNE

Fundacja Kupuj Odpowiedzialnie ( Buy Responsibly Foundation)  
Fundacja Zielone Światło  
Koalicja Klimatyczna  
Living Earth Coalition  
Moc Korzeni

Panoptykon Foundation  
Polish Ecological Club  
Rodzice dla Klimatu - Parents For Future Poland  
Stowarzyszenie Pracownia na rzecz Wszystkich Istot

## **PORTUGAL**

Academia Cidadã  
Campo Aberto  
FAPAS - Associação Portuguesa para a Conservação da Biodiversidade  
GAIA - Environmental Action and Intervention Group  
Malha Cooperativa  
Palombar - Associação de Conservação da Natureza e do Património Rural  
Plataforma Transgenicos Fora  
proTEJO - Movimento pelo Tejo  
Quercus - Associação Nacional de Conservação da Natureza  
STE-Sindicato dos Quadros Técnicos do Estado  
TROCA - Plataforma por um Comércio Internacional Justo  
ZERO - Associação Sistema Terrestre Sustentável

## **ROUMANIE**

Asociația Mai bine  
Asociația pentru Tehnologie și Internet  
Ecoteca  
LEAGUE FOR DEFENCE OF HUMAN RIGHTS ROMANIA  
ROMAPIS

## **ROYAUME-UNI**

Child Rights International Network (CRIN)  
Earthsight  
Fresh and Balance  
GM Freeze  
Mothers Rise Up  
Truth About Plastic

## **SERBIE**

SHARE Foundation  
Sindikát zaposlenih u zdravstvu i socijalnoj zaštiti Srbije  
UGS NEZAVISNOST

## **SLOVAQUIE**

Druživa, o.z.  
občianska iniciatíva Slovensko bez GMO/citizens initiative Slovakia without GMO  
Občianske združenie Vídiecky parlament na Slovensku  
OZ Vídiecky parlament na Slovensku

## **SLOVÉNIE**

Danes je nov dan, Inštitut za druga vprašanja

Društvo Bodi svetloba  
Društvo Ekologi brez meja  
Društvo Humanitas - Center za globalno učenje in sodelovanje  
Društvo Šolski ekovrtovi - AOGÉ  
Focus Association for Sustainable Development  
Institute Circle  
Institute for climate solutions  
Institute for Health and Environment  
KSS PERGAM  
Morigenos - Slovenian Marine Mammal Society  
Peace Institute  
PIC - Legal Center for the Protection of Human Rights and the Environment  
Policy Lab (Slovenia)  
Povod Slovenia  
Slovenian NCD Alliance  
Slovenska filantropija  
Trade Union of Professional Firefighters of Slovenia  
Umanotera, The Slovenian Foundation for Sustainable Development

## **SUÈDE**

Act Church of Sweden  
Akademikerförbundet SSR  
BirdLife Sverige  
Civil Rights Defenders  
Fackförbundet ST  
Friends of the Earth Sweden  
IM Swedish Development Partner  
Swedish Municipal Worker's Union  
Vårdförbundet  
Vision

## **SUISSE**

Association Noé21  
Bruno Manser Fonds  
Gallifrey Foundation

## **TCHÉQUIE**

Centre for Transport and Energy  
Hnutí DUHA, Friends of the Earth Czech Republic  
Limity jsme my  
Odborový svaz zdravotnictví a sociální péče ČR (Trade Union of Health Service and Social Care of the Czech Republic)  
Society for Sustainable Living

## **TURQUIE**

Alternatif Bilisim  
İNSAN HAKLARI DERNEĞİ  
Türkiye Sağlık ve Sosyal Hizmet İşçileri Sendikası (Turkey Health and Social Worker's Union)